

## Répétition générale d'une apocalypse différenciée

Par Luca Paltrinieri

Suite à l'extension de la quarantaine obligatoire à toute la péninsule italienne avec un décret d'urgence, **nous reprenons une intervention à propos des enjeux socio-politiques du Covid-19, publiée par Luca Paltrinieri la semaine dernière sur le site [Antinomie](#)**. Critiquant ironiquement le débat entre Giorgio Agamben, Jean-Luc Nancy et Roberto Esposito sur cette question, l'auteur propose comme grille d'analyse non pas la répétition ad libitum du concept d'"état d'exception", ni l'idée d'une sombre puissance totalitaire du "bio-pouvoir", mais plutôt le lien organique entre le déséquilibre environnemental, le risque d'effondrement des systèmes sanitaires et le tournant autoritaire du néolibéralisme. La "catastrophe" qui se dessine à l'horizon se révèle ainsi historiquement et socialement déterminée, c'est-à-dire différenciée selon les positions de classe et les rapports hiérarchiques structurant la société.

C'est au point de croisement entre crise écologique, crise reproductive et militarisation de la société que, nous paraît-il, une perspective de lutte crédible et puissante pourrait en effet se développer face à cet événement épopéal.



On ne comprends pas si l'arrivée du SARS-CoV-2 en Italie annonce la fin de la liberté, la fin de l'économie ou la fin d'Agamben. Probablement, direz-vous, aucun des trois. Je dirais, quant à moi, sûrement la fin des trois, et l'on peut à peu près résumer ces trois événements à la fin du monde ou plutôt d'un certain monde. Avant d'en dire la raison, je voudrais toutefois partir de quelques données de fait qui me semblent incontestables. Je le dis parce que je ne voudrais pas avoir à discuter ces fondements : certains peuvent très bien être climatosceptiques, mais qu'il ne viennent pas me parler (j'ai jeté l'éponge). Je veux simplement poser quelques prémisses pour vous dire comme Michael Dummett : je pars de là, je suis sincère sur mes présupposés.

1) Le premier aspect de la fin du monde est celui proprement apocalyptique. Qu'est-ce que l'apocalypse, aujourd'hui pour nous ? C'est la fin du progrès, simplement, ou bien, la fin de l'idée que nos fils seront en un sens matériel, mieux que nous. En d'autres termes, on devra faire les frais de ce qui a été pendant au moins un siècle un certain déséquilibre entre les marchandises et les ressources. Le réchauffement global, la chute dramatique de la biodiversité (qui n'est pas nécessairement lié au premier aspect), la pollution globale de plastique et d'autres matériaux artificiels, le pic pétrolifère, sont quelques aspects d'une apocalypse nécessaire qui dépend du mode même sur lequel le progrès a été imaginé. C'est-à-dire comme un progrès matériel lié à

l'intensification de la production et surtout à sa distribution dans une chaîne de valeur mondiale à l'interconnexion toujours plus grande des circuits de l'économie mondiale.

À ce stade, je ne sais même pas si cela vaut la peine de parler de capitalisme ( le productivisme soviétique par exemple, ne causait pas moins de dommages à un niveau environnemental, le modèle chinois est-il encore vraiment capitaliste ?), c'est toute une vision du monde qui s'effondre – ou plutôt comme dirait Wittgenstein, le monde lui-même.

2) Le point fondamental, me semble-t-il, est le niveau de conscience que le grand public a de la chose : les appels de Greta Thunberg, les ours polaires qui entrent dans les villages russes, la disparition de certaines îles, la disparition des insectes pollinisateurs, sont des nouvelles quotidiennes que nous ignorons ou préférons ignorer. Pourquoi cette situation de dissonance cognitive ? Tout d'abord parce que ces informations en continu sont inacceptables et incompatibles avec notre idéal de liberté. Ce que nous appelons la liberté de choisir son propre destin est liée aux possibilités de consommer, mais aussi d'imaginer l'avenir en fonction des options qui sont en quelque sorte disponibles sur un marché.

Le capitalisme vert est, au moins au niveau de cette conscience collective, le meilleur compromis possible entre cette liberté de choix et la durabilité globale. Mais nous savons pourtant tous très bien que le capitalisme vert ne va pas fonctionner, et à moins de s'abandonner au rêve de solutions technologiques à la crise qui sont toujours à venir, nous devons en accepter la conséquence plus ou moins inconsciente. Malthus en 1798, soulignait déjà clairement l'alternative : soit un changement du mode de vie ( ce que les français appelaient les mœurs au XVIIIe siècle, et qui avait plus ou moins, et qui avait à faire en gros avec la sexualité et la reproduction) soit on se dirige vers la destruction violente d'une partie toujours plus grande de la population (ce qu'il appelle positive check ou augmentation de la mortalité par les épidémies, les famines, les guerres etc. L'histoire humaine est pleine de ces exemples : la peste noire a causé la disparition de 40% de la population européenne, la seconde guerre mondiale de 3% de la population mondiale etc.

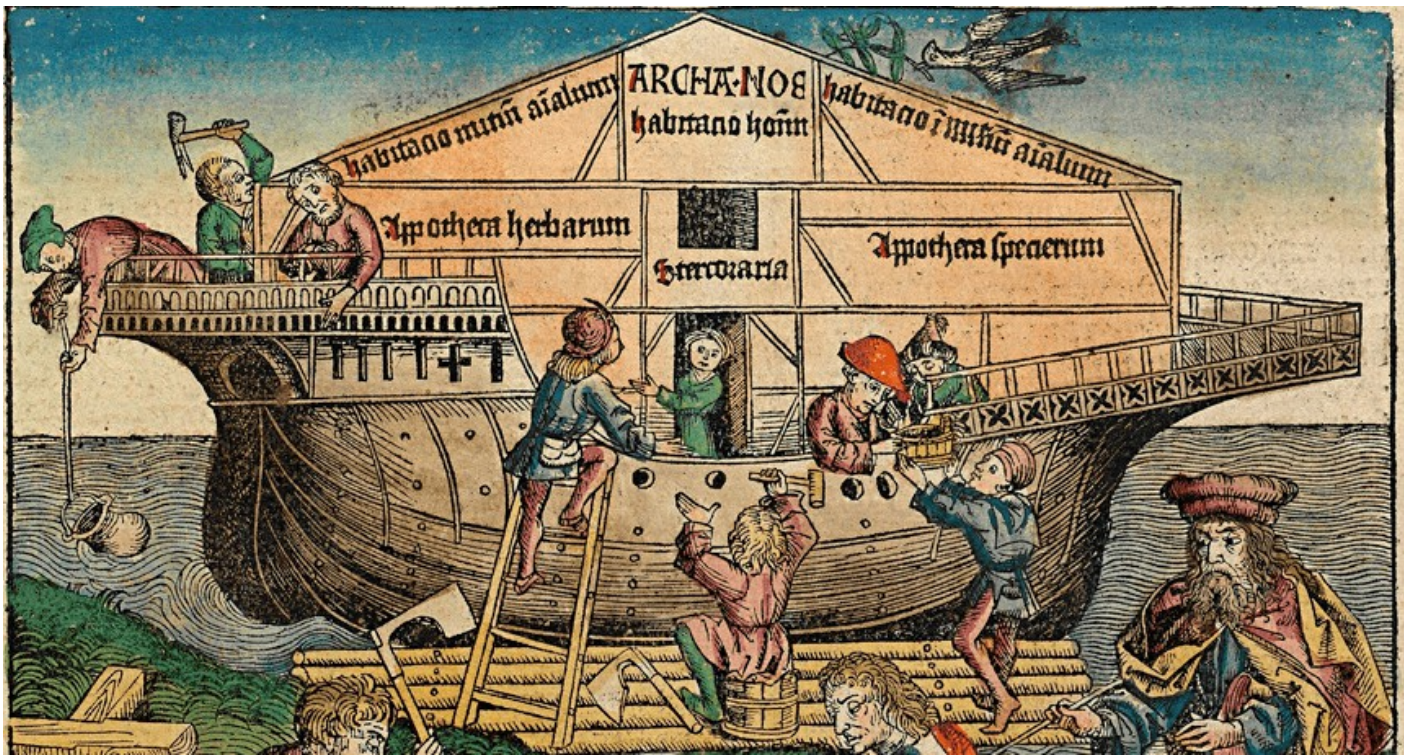
C'est seulement dans une version postérieure de son fameux traité que Malthus, se contredisant lui-même, souligne une troisième voie : transformer grâce au développement économique, les « classes extrêmes » (les classes pauvres exposées à la destruction par les épidémies et par la famine) en classes bourgeoises, qui sauront mieux contrôler leur natalité, grâce à leur moralité supérieure, transformant le positive check en preventive check. Malgré l'ironie de Marx et Engels qui montrent comment la traduction du positive check en preventive check ne signifie rien d'autre que la mise à mort par la faim d'une part considérable du prolétariat, c'est sur cette voie que – à divers moments et avec un enthousiasme variable – s'est engagé le monde (à part, peut-être, la Corée du Nord).

La transition démographique, c'est-à-dire le passage d'un régime de natalité et de mortalité élevé à un régime de natalité et de mortalité faible, qui se produit dans plus ou moins tous les pays du monde avec des calendriers et des modalités différents, en est la preuve. C'est ce dont nous nous réjouissons lorsque nous disons que le développement économique a sorti 500 millions de Chinois et 100 millions de Brésiliens de la pauvreté : un certain équilibre apparemment vertueux entre la croissance démographique et le bien-être disponible. Mais maintenant que ce modèle a abouti à une catastrophe écologique sans précédent - anthropocène ou capitalocène, il n'y a que peu de différence -, retour à la case départ : positive check ou preventive check, il faut choisir. Comme nous sommes incapables de renoncer à un certain modèle de liberté et donc à un mode de vie, nous avons choisi, plus ou moins consciemment (je le répète pour éviter les malentendus), de condamner une partie importante de l'humanité (probablement 1 à 2 milliards dans les 30 prochaines années, selon des estimations plus ou moins pessimistes) à une mort violente.



3) Le massacre n'arrivera pas partout de la même manière, celui-ci dépendra fondamentalement de ce que les collapsologues français appellent "l'effondrement". Malgré la polémique que peut susciter une théorie non-scientifique et contestable sur de nombreux points il me semble utile de partir de la définition minimale de l'effondrement : il y a effondrement quand l'État n'est plus capable de répondre aux besoins primaires d'une partie considérable de la population (eau, vivres, chauffage, santé). Cela signifie que la notion d'effondrement est locale et différenciée parce qu'elle dépend d'un certain rapport entre politique, écologie et territoire. L'effondrement n'arrivera pas d'un coup, comme les anges de l'apocalypse, mais de manière plus ou moins sensibles dans diverses parties du monde : des États comme le Yémen, le Congo, la Syrie, le Venezuela peuvent aujourd'hui déjà se dire effondrés ou en voie de l'être. L'Inde est un exemple de fascisation de l'État et d'effondrement politico-social sur fond de crise climatique.

Mais plus profondément, le vote des États-Unis pour Trump, ou pour Bolsonaro au Brésil, ou Salvini en Italie est un vote d'échange basé sur une promesse : que selon sa nationalité (en réalité selon son appartenance à un certain groupe social), on sera parmi les sauvés et non parmi les naufragés. S'adressant à l'inconscient collectif, le leader politique se tourne vers son peuple et lui promet le salut et l'arche de Noé, surtout par rapport aux autres - les étrangers. En attendant, il négocie plus ou moins explicitement les conditions du salut avec les classes qui peuvent se le permettre de façon réaliste grâce à la poursuite au-delà du temps limite des politiques de croissance qui, bien sûr, au niveau mondial, sont complètement insensées.



Voici le paysage. Passons maintenant au SARS-CoV-2. Le SARS-CoV-2 est en effet plus qu'une grippe (comme le montre explicitement le  $R_0$  de 2,5 - le potentiel de contagion), mais pas objectivement et pour ainsi dire absolument. Je dirais plutôt que le SARS-CoV-2 est plus qu'une grippe dans le contexte qui est le nôtre.

Les parallèles avec la grippe espagnole de 1918 ne sont pas totalement injustifiés : à cette époque, l'épidémie, à faible mortalité mais à fort potentiel de contagion, touchait une population affaiblie par la Première Guerre mondiale, dans une situation où les structures sanitaires existantes n'étaient pas à la hauteur. Ni la population chinoise ni la population européenne ne sont aujourd'hui aussi affaiblies, mais dans les deux contextes, il existe un problème commun, celui de la capacité des hôpitaux et de la pertinence des mesures sanitaires qui sont à la hauteur, c'est-à-dire capables de répondre à une demande d'assistance de la part de l'utilisateur.

De ce point de vue, Agamben et Nancy ont tous deux raison, mais ils ont aussi tous deux tort dans la mesure où ils semblent penser dans un horizon mondial homogène. En d'autres termes, la propagation du SARS-CoV-2 provoque les mêmes mesures de confinement ici et là, mais pour des raisons complètement différentes.

La Chine est en train de construire le futur post-apocalyptique du monde : un futur basé sur la planification de la croissance économique et la domestication des esprits animaux du marché (le plan colossal de contrôle des naissances d'il y a quelques années allait déjà dans ce sens) ; un modèle de gouvernement absolument antidémocratique (puisque'il ne s'agit pas du tout de construire un consensus par la confrontation des opinions, mais de revenir à un socle commun de valeurs unifiant le peuple chinois dans sa marche vers la domination mondiale) ; une biopolitique répondant à ces critères, basée sur le contrôle total, disciplinaire de la population mais aussi, en même temps, sur l'extension de la protection sociale et sanitaire à des couches toujours plus larges de la population (comme le démontre l'ambitieux plan de sécurité sociale et sanitaire pour l'ensemble de la population chinoise).

Ce qui est vraiment inédit en Chine, c'est l'idée même de la prise en charge par l'État de la santé de la population, ce qui génère une nouvelle demande, croissante et explosive, une demande de soins de santé qui était auparavant prise en charge par la famille, le village, ou tout simplement par personne.

# 杭州健康码



【绿码】

凭码通行



【黄码】

实施7天内隔离, 连续  
(不超过) 7天健康打卡正常  
转为绿码



【红码】

实施14天隔离, 连续14天  
健康打卡正常转为绿码

防控疫情 人人有责

Dans un contexte où le SARS-CoV-2 représente une menace de surcharge pour des structures de santé et des hôpitaux encore fragiles mais en cours de construction, le lockdown permet de contenir l'épidémie dans certaines limites en s'appuyant sur les structures d'un État "autoritaire" (si ce mot a un sens en Chine) sans pour autant constituer un "État d'exception". Les Chinois eux-mêmes semblent être conscients que ce qui se passe n'est rien d'autre qu'une étape dans la construction de l'avenir de la Chine en tant que seule puissance au monde.

Venons-en à l'Europe et plus particulièrement à l'Italie. Ici, aucun modèle politique n'est construit pour " le futur ", tout au plus on gère un présent en déclin ( malgré ceux qui continuent à parler de l'Italie comme d'un "laboratoire biopolitique", mais de quoi ? Laboratoire de la fin du monde ?). Comme le dit Esposito à la fin de son discours, les ordonnances et les décrets promulgués par le gouvernement italien ont à voir, plus qu'avec l'extension du domaine biopolitique, avec la déliquescence de l'État providence, et plus particulièrement des structures sanitaires soumises à trente ans de destruction programmatique par les gouvernements néolibéraux "amaigrissants" et du new public management et aux prises avec une population vieillissante.

Par ailleurs, la situation est similaire, voire pire, en France, d'où écrit Nancy, où Macron a non seulement achevé la destruction du concept même d'hôpital, mais a également jeté la quasi-totalité du personnel médical dans le burn-out le plus grave et fait littéralement mourir de faim la plupart du personnel administratif (ce qui explique la sympathie générale pour le mouvement des gilets jaunes, qui ne sont pas l'objet de pitié, mais d'identification pour une majorité de la population). C'est probablement la conscience de cette destruction qui pousse Nancy à approuver certaines mesures pour contenir le virus, surtout si l'on considère que les premiers à être menacés sont les plus faibles comme lui, déjà affectés par diverses pathologies, non seulement parce qu'ils sont plus exposés au SARS-CoV-2 et à ses conséquences délétères, mais aussi parce qu'ils sont exposés au risque de la négligence, de l'abandon, en somme, par des structures médicales incapables de gérer les urgences, y compris la grippe parce qu'elles manquent fondamentalement de ressources.

En bref, ce que nous vivons en Europe n'est pas l'extension de la biopolitique en tant que régime d'un pouvoir incarné par l'État qui fait vivre et abandonne le surplus à la mort. Nous assistons stupéfaits, ces jours-ci, à la démonstration que le néolibéralisme a littéralement annulé l'option biopolitique moderne, c'est-à-dire la capacité de "faire vivre" en relançant continuellement le cercle vertueux entre développement économique et population (au sens quantitatif mais aussi qualitatif), une option sur laquelle reposait depuis au moins trois siècles la possibilité même de ce que nous, "Européens", appelons la liberté.



Comme nous l'avons vu, cette option s'est littéralement et structurellement écrasée sur les limites écologiques qui ont été l'impensé du développement pendant tout ce temps. Agamben a toutes les raisons de dire que l'état d'exception est devenu la règle, grâce à une législation liberticide par décret : le fait est que sortir du cercle mortel développement démographique - développement économique implique en premier lieu de tuer la liberté, ou du moins ce que nous appelons la liberté. Le virus voyage sur les mêmes circuits globalisés qui sont la condition matérielle de notre conception de la liberté. C'est pourquoi l'urgence épidémique du SARS-CoV-2 se manifeste, en Europe, en termes d'arbitrage entre liberté et salut : la question fondamentale est de savoir dans quelle mesure l'État néolibéral, cette incarnation terrestre et intimement dangereuse de la Providence, peut encore nous permettre un salut relatif, par quels moyens et pour qui.

Il est embêtant de faire appel à des notions aussi grossières que l'inconscient collectif pour expliquer la psychose collective de ces jours-ci, mais dans un certain sens, les mesures prises par le gouvernement italien représentent une façon de parler à cet inconscient, qui est déjà, je le répète, un inconscient de l'apocalypse. Le problème central, me semble-t-il, est de savoir comment donner une expression concrète à cet inconscient sans le traduire trivialement en choix entre l'égoïsme personnel et la vie nue des pauvres, car le problème central est ce que nous entendons par liberté ou action humaine. L'option chinoise de la liberté comme contrôle du globe n'est pas seulement, en ce qui nous concerne, une sorte de cauchemar totalitaire : ce n'est tout simplement plus une option possible pour nous, maintenant et ici en Europe. La réponse des partis autoritaires européens, fascistes ou nationalistes, qui tentent de nous vendre un salut contre les autres - les désespérés du monde qui seront les premiers à être submergés - en échange de la liberté libérale de choix et d'opinion, n'est pas seulement moralement insoutenable, c'est un miroir aux alouettes qui cache l'inévitable guerre de classes entre les rescapés et les naufragés de l'intérieur des frontières. La réponse de fond, nous la voyons tous : la seule possibilité de sauver quelqu'un implique déjà d'en finir avec une certaine idée de la liberté comme croissance économique, choix matériel et propriété individuelle. Nous devons repartir, à la façon de Spinoza, non pas de ce qui nous est permis, mais de ce qui est possible. Le virus nous place maintenant face à la nécessité de ne pas laisser seuls les quelques personnes qui se sont déjà aventurés sur cette voie.

